



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

06 JAN. 2026

mettant en demeure la société Lingenheld à Haguenau (67500)
de respecter les prescriptions techniques opposables à ses installations

(AIOT 0006703426)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 pris au titre du livre V titre 1^{er} du code de l'environnement, portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société Lingenheld à Haguenau ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016 fixant des prescriptions complémentaires à la société Lingenheld à Haguenau ;
- VU** le rapport du 2 décembre 2025, de la visite du 12 novembre 2025 de l'inspection des installations classées sur le site de la société Lingenheld située au 109 route de Bischwiller à Haguenau ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, le 12 novembre 2025, jour de l'inspection, que l'exploitant ne dispose pas de documents décrivant les modalités d'accès et d'accueil des services du SIS en cas d'incendie, ni des modalités de mise à disposition du SIS et de l'inspection des ICPE des fiches de données de sécurité, de l'état des matières stockées sur le site et des précautions de sécurité qui en découlent ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, qui veulent que :

« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. [...] Il comprend au minimum : [...]

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; [...]

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. [...] » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, le 12 novembre 2025, jour de l'inspection, que l'exploitant ne dispose pas de détecteur portatif de radioactivité permettant de contrôler les déchets métalliques à l'entrée de l'établissement avant leur admission ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 susvisé, qui veulent que : « *un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle de tous les déchets admis, selon les dispositions de l'article 7.3.5.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, le 12 novembre 2025, jour de l'inspection, que la quantité de déchets qui a été admise en 2024, sur la plateforme de valorisation et la déchetterie, s'élève à 82 768,7 tonnes ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016 susvisé, qui veulent que : « *La capacité d'accueil de la plate-forme de valorisation de déchets et de la déchetterie est estimée à 75 000 tonnes par an, toutes catégories de déchets confondues.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, le 12 novembre 2025, jour de l'inspection, que les analyses des eaux pluviales et de ruissellement prélevées le 04 avril 2024 ont été réalisées au niveau du bassin souterrain situé en amont du séparateur d'hydrocarbures ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 susvisé, qui veulent que : « *Les mesures sont réalisées sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations, dans le respect des normes de prélèvement et d'analyse en vigueur.* » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société Lingenheld située au 109 route de Bischwiller à Haguenau, est mise en demeure de respecter dans un délai de :

- **trois mois** suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, qui veulent que : « *L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. [...] Il comprend au minimum : [...] - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les*

consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; [...] - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. [...] » ;

- **trois mois** suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 susvisé, qui veulent que : « un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle de tous les déchets admis, selon les dispositions de l'article 7.3.5. » ;
- **douze mois** suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016 susvisé, qui veulent que : « La capacité d'accueil de la plate-forme de valorisation de déchets et de la déchetterie est estimée à 75 000 tonnes par an, toutes catégories de déchets confondues. » ;
- **trois mois** suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 susvisé, qui veulent que : « Les mesures sont réalisées sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations, dans le respect des normes de prélèvement et d'analyse en vigueur. ».

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Lingenheld, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Haguenau.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint


Karl TERROLLION